

# Caciquisme et changement politique dans les villes catalanes : le cas de Manresa sous la Restauration (1875-1923)

Gemma Rubí

Universitat Autònoma de Barcelona

## Introduction.

Le présent article se propose d'analyser la nature du caciquisme politique dans la société éminemment urbaine et industrialisée qu'était la Catalogne sous la Restauration, entre 1875 et 1923<sup>1</sup>. Pour comprendre ce phénomène complexe, nous présenterons d'abord les caractéristiques essentielles du système politique et celles du phénomène caciquiste appliqué à la société catalane. Puis, nous nous centrerons sur la vie politique afin d'examiner le type de changement politique qu'elle connut au cours des premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, à savoir la naissance d'un espace politique nettement compétitif mais marqué, en même temps, par la perpétuation de relations clientélistes. Ce fut une étape de transition entre la politique des notables et la politique des masses, entre le libéralisme et la démocratie. Cependant, malgré l'existence d'indices évidents de pluralité et de concurrence politique, cette dernière ne fut jamais complète. Le cas, manifeste à Manresa, est extrapolable à l'ensemble des villes moyennes de Catalogne.

## 1- Le régime de la Restauration : un libéralisme non démocratique

Après le *Sexenio* démocratique, entre 1868 et 1874, le nouveau système politique qui s'instaura en Espagne prétendit avant tout consolider l'Etat libéral grâce au mécanisme d'une alternance pacifique au pouvoir: le *turno*. Pour le régime, il s'agissait bien entendu de se protéger à la fois de l'interventionnisme militaire qui avait présidé toute forme d'alternance politique pendant l'ère isabelline et du monopole du parti Modéré<sup>2</sup>. Le *turno* des principales élites politiques offrait un système pratique et pacifié qui évitait le vide de pouvoir sans recourir au *pronunciamento*. L'objectif fut atteint puisque l'Espagne vécut l'expérience constitutionnelle la plus longue de toute son histoire contemporaine entre le *pronunciamento* du général Arsenio Martínez de Campos le 24

septembre 1874, près de Sagonte, et le coup d'Etat du général Miguel Primo de Rivera, en 1923.

Comme l'a remarqué Manuel Suárez Cortina, les historiens sont à présent tombés d'accord pour définir la nature de ce système politique fondé sur des composantes libérales, non démocratiques et oligarchique quoique hétérogènes<sup>3</sup>. La constitution de 1876 fut l'instrument juridique qui permit d'atteindre les deux objectifs prioritaires qu'étaient la stabilité et un consensus toujours fragile<sup>4</sup>. La Couronne fut le régulateur fondamental de l'alternance politique car le décret de dissolution des Chambres qui émanait d'elle, était, parmi les mécanismes dont disposait le gouvernement, l'instrument indispensable à la fabrication de majorités stables. La Couronne avait deux options: ou bien appeler un candidat nouveau appartenant au parti gouvernemental au pouvoir, ou bien dissoudre les *Cortes* et appeler l'autre parti du *turno* pour façonner la majorité parlementaire qui lui convenait. Les deux partis qui occupèrent tour à tour le pouvoir jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle furent le Parti Conservateur dirigé par Canovas del Castillo, l'inspirateur du système, et le Parti Libéral Fusionniste conduit par Praxedes Amadeo Sagasta. Ainsi, comme l'a écrit Pedro Carasa, "ce sont les gouvernements qui décidaient de la composition des Chambres et tous dépendaient du roi"<sup>5</sup>.

Le nouveau texte constitutionnel, héritier du libéralisme doctrinaire, se caractérisait à la fois par une volonté de compromis et par un profond conservatisme. Il se situait à mi-chemin entre la constitution modérée de 1845 et celle de 1869 qu'avaient rédigée les partis de la révolution de 1868. Inspiré par un souci d'équilibre entre les conservateurs et les progressistes, il prévoyait un régime parlementaire qui consacrait la propriété privée et la prééminence des possédants et octroyait l'exercice des droits et des libertés individuelles. Le roi et les Cortes se partageaient la souveraineté. Le parlement était bicaméral et le Sénat était formé pour moitié, par les membres élus et pour l'autre, par des membres à vie ou nommés par le monarque.

La Couronne pourvue d'amples prérogatives était la pièce essentielle de ce dispositif constitutionnel déjà anachronique dans l'Europe du moment. Elle se situait au dessus des partis par son pouvoir d'arbitrage et de modération et s'élevait en juge en cas de conflit entre les pouvoirs majeurs de l'Etat. Elle participait en même temps du pouvoir législatif lorsqu'elle partageait la souveraineté avec le Parlement, du pouvoir exécutif

lorsqu'elle nommait ou défaisait les ministres, et du pouvoir judiciaire lorsqu'elle prescrivait l'amnistie. Dans la pratique, le roi intervenait comme régulateur de la vie politique au nom de l'opinion publique. L'opinion majoritaire dans la classe politique représentait l'opinion publique et la fonction du monarque se limita à l'arbitrage entre les deux grands partis qui se renforçaient l'un l'autre <sup>6</sup>. Quand ce consensus se brisa à partir du règne d'Alphonse XIII, en 1902, l'interventionnisme du monarque ne cessa de croître à tel point que José Varela Ortega a pu parler d'un authentique "exécutivisme" pour désigner l'intromission du roi dans le pouvoir exécutif.

Le régime ne se fondait donc ni sur l'opinion, ni sur la représentation de tous les intérêts sociaux. La consolidation d'une alliance entre les propriétaires fonciers et les bourgeoisies se fit sous le patronage d'hommes politiques professionnels, dotés chacun de clientèles propres, et qui contrôlaient l'administration pour un usage strictement privé. En effet, la Restauration résolut le problème de l'alternance gouvernementale en en créant un autre: celui du déficit de représentation politique. Nous conviendrons à nouveau avec José Varela que ce système politique avait été bâti selon la perspective des agents de la politique en vue de leur propre satisfaction. C'est pourquoi la garantie du changement et l'accès alterné au pouvoir des deux partis du *turno* reposaient davantage sur la force de la Couronne que sur des élections aux résultats incertains. Autrement dit, plutôt que de lutter en faveur de la représentation parlementaire, le système comptait sur la démobilisation électorale dans les circonscriptions. Le système n'avait donc aucun intérêt à se démocratiser <sup>7</sup>.

Une preuve manifeste de ce manque de volonté de démocratisation est le retour du suffrage censitaire par la loi électorale de 1878, alors que le suffrage universel avait été en vigueur sous le *Sexenio*. Le droit de vote fut désormais réservé aux hommes de plus de 25 ans payant au moins 25 ptas d'impôt foncier ou bien 50 ptas au titre de l'impôt industriel. De même, les professions intellectuelles jouissaient de ce droit. Dans ce régime libéral-oligarchique, le suffrage était conçu comme une fonction de gouvernement et non comme un droit démocratique. La loi généralisa aussi les circonscriptions uninominales au détriment des pluri nominales, plus représentatives, dans les grandes villes. Ce système électoral doté d'une formule majoritaire tenant compte de la représentation des minorités se fondait par conséquent sur la division du territoire en grandes circonscriptions et en districts uninominaux qui, lors des élections

législatives, donnaient l'avantage au vote rural sur le vote urbain. Cette géographie électorale se maintint pratiquement intacte jusqu'à l'avènement de la Seconde République<sup>8</sup>. Mais en Catalogne, le phénomène de *gerrymandering*, c'est-à-dire de la division territoriale en fonction de l'orientation politique, n'était pas aussi manifeste que dans d'autres régions d'Espagne<sup>9</sup>. Il n'y eut pas là de volonté affichée de manipulation de la géographie des circonscriptions.

La loi électorale du 26 juin 1890 rétablit en Espagne le suffrage universel masculin, une vieille exigence du Parti Libéral Fusionniste qui ne répondait qu'à la demande des socialistes et les républicains, des forces marginales du système politique<sup>10</sup>. Au total, le corps électoral passa de 800 000 à 5 millions d'individus ce qui, selon Carlos Dardé, "rendit plus fragile la base clientéliste sur laquelle reposait le fonctionnement du système électoral de la période antérieure, et augmenta par voie de conséquence la corruption et la violence"<sup>11</sup>. Il faut nuancer cette opinion car, dans certains districts urbains au contraire, cela permit une plus ample participation électorale.

En 1907, le gouvernement Maura légiféra à nouveau en matière électorale afin de corriger les imperfections du système. Il maintint l'universalité du suffrage, les districts uninominaux et la formule électorale majoritaire mais il introduisit le vote obligatoire, en particulier pour les fonctionnaires désormais passibles de sanctions. Une autre nouveauté fut l'art. 29 par lequel un candidat sans compétiteur dans la circonscription se verrait attribuer automatiquement le siège de député sans comptage des votes. La création de l'Institut Géographique et Statistique, organisme chargé de la confection des listes électorales, prétendit garantir le respect du suffrage en faisant passer les listes du contrôle des hommes politiques à celui des fonctionnaires. Comme Javier Tusell l'a démontré, l'application de ces nouvelles mesures n'eut aucune répercussion sur la diminution du viol flagrant du suffrage<sup>12</sup>. Dans le même ordre d'idée, Miguel Martínez Cuadrado soutient que la loi de 1907, "sans modifier de fait le système, révélait pourtant les niveaux scandaleusement bas de la participation électorale", une remarque qui s'applique seulement aux circonscriptions les plus démobilisées.

Le système des partis à l'intérieur du cadre constitutionnel décrit était bipartiste, de style britannique. Il s'organisait autour de deux grandes formations qui étaient en réalité "de simples pyramides composées par les oligarchies de Cour et les caciques locaux dotés

de réseaux de clientèle personnels" <sup>13</sup>. Ces réseaux étaient structurés sur la base de comités locaux dont la cohésion reposait entièrement sur le prestige de leurs leaders respectifs. Ce système dualiste excluait les classes populaires et la petite bourgeoisie de toute représentation politique. Ainsi, le système électoral noyait les circonscriptions urbaines par des districts ruraux et décourageait toute modernisation des partis ou toute mobilisation politique. Les oppositions fondées sur de réels courants d'opinion se trouvaient ainsi marginalisées. Toutefois, au cours de la décennie 1890, elles tendirent en Catalogne à occuper des parts du pouvoir local grâce à une mobilisation électorale ponctuelle.

## **2 - La politique des notables : fraude, corruption et clientélisme**

Plus encore que la corruption, la fraude électorale fut la caractéristique majeure de la vie politique espagnole sous la Restauration. Par corruption, il faut entendre essentiellement la privatisation des ressources publiques et plus concrètement, le troc du vote en échange de faveurs administratives de caractère divisible et de nature clientéliste. La corruption, bien qu'attestée, n'était pas aussi généralisée qu'on pourrait s'y attendre car, comme le soutient José Varela en comparant le caciquisme et les clientélismes espagnol et italien, "la logique politique n'allait pas tant dans le sens d'une maximisation de la corruption ou de la mobilisation de l'électorat que dans celui de la pondération consensuelle de la fraude électorale massive" <sup>14</sup>. La fraude électorale fut instaurée par les autorités publiques afin de garantir les majorités parlementaires nécessaires à l'alternance au pouvoir, qu'elles que furent les circonstances. L'institutionnalisation de la manipulation du suffrage, connue sous le nom de "placement" [*encasillado*], permit la confection d'une géographie électorale conforme à la volonté politique du gouvernement.

Malgré tout, les limites qui séparent la fraude de la corruption ne sont pas clairement établies. Il semble que l'une et l'autre furent deux faces d'une même monnaie : le caciquisme. La version hispanique du clientélisme politique n'est pas un produit de la Restauration mais plonge ses racines dans l'ère isabelline et, contrairement à ce qu'une lecture superficielle supposerait, dans le *Sexenio* démocratique. Grâce à une abondante littérature, les historiens sont en passe de mieux définir aujourd'hui la nature des

relations politiques clientélistes dans la société du dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle <sup>15</sup>. Cependant, du point de vue du changement politique, le débat oppose ceux pour qui le caciquisme fut une étape nécessaire des régimes politiques libéraux vers la démocratie et ceux pour qui il a constitué un obstacle à cette évolution <sup>16</sup>. En fait, il est probable que ce débat a détourné l'attention de la question fondamentale qui est de la perception de l'exercice du pouvoir et des relations qui s'établirent entre gouvernants et gouvernés.

La discussion qui s'est ensuite engagée à propos du rôle politique des classes populaires dans la vie politique de la Restauration est à notre avis plus riche d'enseignements. Selon la vision emblématique de Joaquín Costa qui attribua les maux du système au caciquisme, ce phénomène qui se traduit par une forte démobilité dans la majorité des circonscriptions serait le trait le plus marquant de la vie politique et sociale de l'Espagne de la Restauration<sup>17</sup>. Aujourd'hui, les termes de ce débat sont dépassés car on ne peut clairement pas confondre la démobilité électorale et l'apathie politique. En effet, il est difficile d'admettre qu'une grande partie de l'électorat accepta docilement la manipulation sans y trouver un quelconque intérêt ou une forme d'accommodement. En marge de la participation électorale, il existe d'autres voies de socialisation politique qui expliquent la pression postérieure des masses en faveur de la démocratisation du système politique. En particulier, la réflexion doit inclure tout un ensemble de gestes de mobilisation, de résistance et de protestation plus ou moins ouverts comme la menace ou la prévention des conflits dans l'espace public, aux usines comme aux champs.

Le caciquisme politique se nourrit de l'absence d'articulation entre les intérêts manifestés dans la société civile. Plus les intérêts étaient organisés et les demandes sociales des différents collectifs liées, moins les relations clientélistes fructifiaient dans la sphère politique. D'un côté, les relations sociales de dépendance impliquaient une plus grande soumission et un plus grand dévoiement de la volonté politique des citoyens. De l'autre, le cacique fondait son pouvoir sur sa position d'intermédiaire entre l'administration publique et sa clientèle avec laquelle il établissait une relation de dépendance politique. L'alphabétisation, la laïcisation, l'urbanisation et conjointement, l'expansion des droits civiques et politiques, et les partis politiques marginalisés dans le système canoviste, encouragèrent la majorité des citoyens à participer à la vie politique.

Pour la majorité des historiens, le concept de caciquisme répond à différentes réalités : il renvoie certes à l'imposition de la volonté des gouvernements du *turno*, à la fabrication des résultats électoraux, à la corruption et à la fraude. Mais surtout, il reflète un processus de négociation et de pacte entre les élites centrales et les élites locales, entre le centre du pays et sa périphérie, entre les forces vives et les caciques régionaux. Fondamentalement, la réalité d'un régime libéral et oligarchique s'accordait bien à une conception élitiste de la politique. Mais au-delà de l'action des élites politiques, uniques protagonistes de la vie politique, il y eut en dehors des cercles institutionnels d'autres acteurs qui, quoique dépourvus du droit de vote, furent des agents puissants de politisation et d'influence sur la politique officielle. C'est particulièrement vrai dans certaines instances économiques lors des élections législatives du début de la Restauration et lors des élections provinciales pendant toute la période. Par contre, ce ne fut pas le cas lors des élections municipales où non seulement les candidats des classes dominantes mais aussi ceux des classes moyennes et dans une moindre mesure ceux des classes populaires entrèrent en lice sous la bannière du républicanisme mais aussi du carlisme.

En effet, la Restauration s'identifia avec la politique des notables. Selon José Varela Ortega, ces notables formèrent constamment dans le temps une élite seulement motivée par la conservation et à la reproduction du pouvoir, qu'il s'agissent ou pas de professionnels de la politique. Mais cette conclusion très attrayante est une vision très institutionnelle des choses, ni totalement rigoureuse ni complète. La conception oligarchique du régime servait effectivement un élitisme politique qui finit par négliger les facteurs sociaux et culturels. Parmi les historiens, il n'est pas surprenant que les partisans de cette lecture du phénomène caciquiste se laissent séduire par la vision strictement libérale de la politique qui tend justement à nier les autres dimensions du politique. Comme le note Chantal Mouffe, "concevoir la politique comme un processus rationnel de négociation entre des individus, c'est détruire toute dimension du pouvoir et de l'antagonisme que je propose d'appeler "le politique" et c'est se tromper complètement sur sa nature. C'est nier également le rôle prépondérant des passions comme forces susceptibles de motiver la conduite humaine. Nous trouvons dans le champ de la politique des groupes et des entités collectives, non pas des individus isolés. Et leur dynamique ne peut s'appréhender en les réduisant à des calculs individuels" <sup>18</sup>.

Sans vouloir ranimer le vieux débat sur la neutralité de l'Etat libéral en matière de défense des intérêts économiques des bourgeoisies péninsulaires, il faut rappeler que cette neutralité nous amène à nier la dimension conflictuelle de la politique. Il ne faut pas seulement observer la politique mais aussi regarder à travers elle. Si sous la Restauration, la politique était synonyme de négociation et de consensus, n'oublions pas que ce fut toujours au prix d'exclusions. Et les exclus étaient si nombreux que nous ne devons pas nous limiter à étudier les élites séparément du reste de la société, alors même qu'elles conformaient leur attitude politique à leur intérêt de classe. Comme prévient Manuel Martí, il faut considérer la politique comme un élément fondamental de la formation des classes sociales, perspective dans laquelle le conflit joue un rôle de premier plan <sup>19</sup>.

Il est certain que le monde politique tient à la distribution du pouvoir social dans une société, aux conflits que génère cette distribution et aux relations inégalitaires de domination qui s'établissent entre les gouvernants et les gouvernés. La perspective de la politique clientéliste traduit les luttes et la compétitivité interne pour le contrôle du pouvoir par les élites. Cependant, si cette perspective permet d'éclairer l'univers politique de la Restauration, elle ne nous renseigne pas sur les sources de ce pouvoir et a fortiori sur sa légitimité. Javier Moreno Luzón n'a pas tort de remarquer que la politique de clientèle avait un champ d'application limité car il ne pouvait obtenir l'obéissance d'amples couches sociales et ne pouvait par conséquent pas prétendre à élaborer des projets politiques de long terme <sup>20</sup>. La répartition des faveurs substituait l'absence d'idéologie.

Ces considérations nous conduisent à conclure que toute analyse du pouvoir dans la société de la Restauration exige une étude de la distribution du pouvoir parmi les élites, des instruments politiques qu'elles utilisent mais aussi prioritairement, des sources d'autorité et de légitimité qui avalisent ce pouvoir. A chercher uniquement ces sources de pouvoir dans les réseaux de relations clientélistes, on n'explique pas la totalité des attitudes et des positionnements politiques des élites, tout autant motivées par leurs efforts pour satisfaire les clientèles et maintenir les réseaux que par leur expérience de classe et le lien avec les gouvernés <sup>21</sup>.

En disant ceci, nous n'oublions pas que le patronage administratif procurait des bénéfices collectifs qui intégraient socialement et créait du consensus. Dans une étude sur le parti conservateur de Séville, María Sierra signalait à cet égard que pendant la Restauration, "la clientèle permit à toute une série de secteurs sociaux d'abord marginalisés de tirer profit des bénéfices du pouvoir". Ainsi, la satisfaction d'un secteur important de la population contribua à expliquer la pérennité du régime par la voie du clientélisme<sup>22</sup>.

A notre avis, les relations clientélistes, loin de représenter des résidus marginaux typiques de sociétés traditionnelles, recoupèrent globalement les conflits de classe. Elles purent être réaménagées avec profit dans le cadre d'une société libérale de marché et devinrent des stratégies de contrôle politique parmi d'autres. Mais ni la contrainte sociale, ni les mécanismes d'intégration ne parvinrent à imposer le silence des secteurs socialement dominés, des groupes auxquels l'Etat niait délibérément la condition de sujets politiques. En dernier lieu, nous partageons l'observation faite par Raffaella Romanelli lorsqu'il revendique une conception de la politique qui, "en réinterprétant la transmission et la distribution du pouvoir, se lancerait dans l'analyse des croyances, des normes et des valeurs qui confèrent une identité aux sujets sociaux : une vision, en somme, où tout est politique"<sup>23</sup>.

### **3- L'accès à la démocratie et les oppositions au système**

L'autre débat majeur de l'historiographie porte sur le rôle politique joué par les oppositions. Il s'agit de comprendre si les oppositions carliste, républicaine, socialiste ou nationaliste forcèrent la démocratisation ou bien si, à l'inverse, elles profitèrent d'une légère ouverture du système à la démocratie, malgré leur manque de détermination et leur trop grande faiblesse<sup>24</sup>. Selon Mercedes Cabrera, le système canoviste n'était pas aussi mauvais que Joaquín Costa l'a présenté. De plus, s'il est bien vrai qu'il n'était pas intéressé à la démocratisation, il ne l'empêcha pas non plus. Cette position est en tout point opposée à celle défendue par Teresa Carnero qui, dans ses travaux, considère que les élites dynastiques usurpèrent l'Etat dans le sens patrimonial du mot. Elle les accuse d'être responsables de l'immobilisme du régime, de l'accélération de sa crise et de son effondrement final<sup>25</sup>.

Pour Mercedes Cabrera, le principe de la souveraineté partagée ne serait pas un obstacle à la démocratisation du système. Elle affirme également que le parlement n'était pas une institution secondaire. Ainsi, l'obstacle principal résiderait dans la faiblesse en nombre du corps électoral malgré les progrès notables de la fin du siècle <sup>26</sup>. Selon cette interprétation, les oppositions au régime se montrèrent trop faibles pour freiner la fin d'un régime qui penchait pour la solution dictatoriale. Dans la mesure où le *turno* ne fonctionnait plus, la crise de 1917 ne constitua pas la faillite du régime mais une étape nouvelle susceptible d'aboutir à un nouveau système de partis si le coup d'Etat ne l'avait pas empêché. Au contraire, Teresa Carnero souligne que les dernières années de la Restauration sont marquées par la volonté délibérée des gouvernants d'entraver l'instauration de la démocratie et l'institutionnalisation du pouvoir représentatif du parlement <sup>27</sup>.

En Catalogne, le système politique que nous avons décrit à grands traits fonctionna et évolua d'une manière originale, même si nous ne savons pas précisément quel fut le degré d'implication et d'acceptation des institutions étatiques sous la Restauration et de manière générale, de celui de l'Etat libéral depuis sa naissance en 1833 <sup>28</sup>. Avec des chronologies distinctes, les différentes Catalognes - rurale, industrielle, agroindustrielle - offrirent un modèle de transformation des structures et des habitudes politiques caractérisé par la consolidation d'une espace public de confrontation et de protestation et la cristallisation d'une société civile dynamique mais extrêmement conflictuelle. La société catalane, traversée à son tour par de multiples divisions sociales, religieuses et nationales, donna naissance à d'authentiques partis de masse liés à des formes de sociabilité spécifiques et à des courants politiques qui, à travers la défense de postulats programmatiques précis, exprimèrent également la défiance et l'opposition à "l'autre". Nous nous référons aux familles catholique et républicano-libérale dans leurs variantes respectives et postérieurement, à la famille catalaniste.

#### **4- Le changement politique dans la Catalogne urbaine.**

En Espagne, le renouvellement de l'intérêt pour l'histoire politique fut tardif même si depuis les années 1970 l'école d'Oxford, conduite par Raymond Carr, s'est toujours intéressée à l'histoire politique de la Restauration. L'attention se concentra alors sur les fondements du système politique de la Restauration enraciné dans la culture du pacte et

de la négociation et sur les relations politiques de caractère clientéliste. Cette optique s'opposait frontalement à celle défendue par Manuel Tuñón de Lara quant à la détermination des intérêts des groupes politique et économique du bloc oligarchique <sup>29</sup>. Aujourd'hui, José Varela Ortega et ses émules de l'Institut Universitaire Ortega y Gasset ont rénové une partie des présupposés classiques en introduisant les paramètres de l'histoire comparée. Ils ont ainsi contribué à considérer le système canoviste de manière élargie et à situer les origines de la démocratie libérale espagnole dans le cadre européen.

Mais à présent, l'histoire locale et régionale opère également une importante rénovation méthodologique <sup>30</sup>. Les travaux ont pour ambition de se situer sur le terrain de l'histoire sociale de la politique. Une bonne partie de ces études partagent une conception du politique plus complexe et plus globale. Le politique serait l'expression de relations culturelles, économiques et sociales en tant que variables indépendantes et relativement autonomes. Ainsi, cette école cherche l'explication de la nature du pouvoir et de sa reproduction dans la profondeur des relations sociales et économiques. Elle prétend expliquer de cette façon la stabilité et la crise du système politique de la Restauration, les continuités et des discontinuités dans l'exercice du pouvoir. Elle examine également les résistances au changement, beaucoup plus compactes que dans d'autres régimes libéraux européens. En dernier lieu, elle a pour objectif de révéler les grandes lignes du changement politique dans les sociétés à l'étude. Cependant, tous les auteurs ne conçoivent pas semblablement le contenu social de la politique: pour les uns, il réside dans la recherche des causes de la construction et de la reproduction d'un réseau de pouvoir clientéliste comme fondement du pouvoir ; pour les autres, dans l'étude de l'interaction dialectique qui s'établit entre les groupes sociaux, particulièrement dans leurs relations aux élites.

La Catalogne de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle illustre bien cette sorte de changement qui fut capable de mettre en question le système politique. Ainsi, dans le cas catalan et plus encore barcelonais, la mobilisation des classes moyennes de producteurs conduisit au fameux "boycott des impôts" [*Tancament de caixes*] et à l'échec des solutions proposées par le régime pour résoudre la crise déclenchée par la perte des marchés coloniaux, suite au Désastre de 1898 <sup>31</sup>. Elle précéda la naissance de la Lliga Regionalista, l'option politique catalaniste de la bourgeoisie locale.

En effet, depuis le début des années 1880, le centre de gravité politique tendit à se déplacer des partis dynastiques vers les associations et les institutions économiques, singulièrement lors de la lutte pour la défense du protectionnisme économique. D'une part, les corporations économiques catalanes étaient devenues mal à l'aise envers le régime canoviste et d'autre part, les parlementaires ne réussirent pas à défendre suffisamment les intérêts de l'économie catalane, fondée principalement sur le secteur textile. Toutefois, à partir de 1901, les demandes du secteur économique furent relayées et canalisées par des forces politiques émergentes et plus tard hégémoniques qui mettaient en cause de la légitimité du système: la Lliga Regionalista et le Parti Républicain Radical. Il est évident que ces deux partis surent profiter de la croissance de la socialisation politique en exploitant l'insatisfaction de secteurs sociaux traditionnellement marginalisés. Ils purent ainsi consolider un espace électoral propre.

Le changement social impliqua une situation politique complexe où se manifestèrent simultanément divers processus liés entre eux : une intense mobilisation citoyenne, une adaptation ou une création *ex novo* de partis politiques organisés et motivés par la conquête des urnes, l'agrégation de demandes et d'intérêts ponctuels en programmes, la garantie d'un accès libre aux institutions de pouvoir grâce au vote représentatif et au suffrage universel. Ainsi, se dégagerait à grands traits un modèle de transition politique de l'Ancien Régime à la démocratie libérale reposant sur les revendications du suffrage universel, des droits et des libertés individuelles, et du principe de l'égalité devant la loi. Cet élan démocratique serait lié à la création du "citoyen", l'une des grandes découvertes de la révolution française, et au surgissement de l'Etat de droit, dans la droite ligne des révolutions anglaises du XVII<sup>e</sup> siècle.

Toutefois, dans la mesure où ce modèle téléologique ne présente qu'une unique voie d'accès possible à la modernité politique, jusqu'à quel point peut-on y recourir ? Les expériences historiques des pays méridionaux de l'Europe occidentale révèlent de grandes contradictions à l'heure d'appliquer systématiquement ce modèle de transition. Là, en effet, ce modèle n'aurait pas été à l'abri de dévoiements car les pratiques généralisées de fraude électorale et la présence d'un fort degré de corruption administrative caractérisèrent les systèmes politiques espagnol et italien pendant de longues décennies, pour ne prendre que ces deux exemples. Il faut bien admettre que

l'existence du caciquisme dans la vie politique de la Restauration constitue non pas une forme ponctuelle et isolée, propre à des collectivités peu familiarisées avec la *praxis* démocratique, mais bien plutôt un comportement inhérent à ce même système politique. C'est pourquoi, particulièrement en Catalogne, la ferme volonté de détruire le caciquisme fut le trait distinctif des forces émergentes soutenues par des mouvements d'opinion face aux partis historiques.

La mort du *turno* dynastique survenue dans la ville de Barcelone aux élections législatives de mai 1901, est le point de départ d'une nouvelle manière de faire de la politique. Hors de Barcelone et après que la capitale ait donné l'exemple, le bouleversement de la vie électorale se produisit dans de nombreuses circonscriptions surtout à partir de 1903, grâce à l'irruption des candidatures républicaine et régionaliste. Avant 1910, on vit le plus souvent les républicains et les régionalistes combattre côte à côte le candidat dynastique. Mais à la différence de la Cité Comtale, les circonscriptions où la présence des partis dynastiques disparut complètement furent peu nombreuses.

En effet, dans de nombreux endroits, la présence de républicains et de régionalistes ne signifia pas un changement radical dans la manière d'organiser les élections. D'ordinaire, les candidats antidynastiques recouraient aux mêmes méthodes frauduleuses que leurs homonymes gouvernementaux pour obtenir la victoire. Dans d'autres cas, l'implantation d'une force politique déterminée dans une circonscription passait par les arcanes du système uninominal. Au fur et à mesure qu'avancait le siècle, et notamment à partir de l'introduction de l'article 29 de la loi électorale de 1907, les diverses forces politiques tendirent à s'accorder pour la répartition des sièges et à éviter les affrontements inutiles.

A Barcelone, bien évidemment, la désarticulation du *turno* entraîna le rejet et la disqualification d'un système politique dans lequel la bourgeoisie catalane ne se sentait pas à l'aise. Comme le montre Borja de Riquer, la bourgeoisie ne s'était jamais totalement identifiée au système canoviste qui ne satisfaisait pas ses intérêts sociaux et économiques. Ces faits soulignent l'incapacité du système politique de la Restauration à intégrer les demandes des secteurs sociaux urbains, non seulement ceux des classes moyennes et populaires mais aussi ceux d'une majorité des classes dominantes.

Lorsque la nouvelle Lliga Régionaliste, formée à partir de la conjonction du Centre National Catalan et de l'Union Régionaliste, présenta la candidature des "Quatre présidents", ce fut le commencement d'une nouvelle ère politique fondée sur la mobilisation constante des masses grâce à l'usage de techniques sophistiquées de propagande et de conquête des urnes. La pression des classes moyennes avait précipité la fin du *turno*. Sous cet angle, l'accès des masses à la sphère politique constitua pour les temps à venir une caractéristique majeure de la vie politique barcelonaise. Pour mieux en comprendre la nouveauté, il faut éclairer le déroulement des faits et leur chronologie.

Des études régionales faites récemment sur la première étape de la Restauration révèlent que dans beaucoup de cas, la dynamique du *turno* n'était plus respectée parfois dès 1881 et la plupart du temps, dès 1885 quand le Pacte du Pardo en scella l'instauration. Il s'établit ici une forme de "stabilisation politique fort éloignée du va-et-vient des partis au niveau national" <sup>32</sup>. Par exemple, la présence d'un secteur du républicanisme local au Conseil municipal de Castelló de la Plana pendant toute la période laisse penser à Manuel Martí qu'une nouvelle donne politique était déjà en place qui "offrait une participation politique aux masses populaires et une marge de manoeuvre pour les noyaux rénovateurs des classes aisées" <sup>33</sup>. Ailleurs pendant les premières années du règne d'Alphonse XIII dans la province de Granada, le "placement" du candidat et l'absence de compétitivité électorale s'inscrivait dans la continuité de ce qu'avait inauguré le *Sexenio* démocratique <sup>34</sup>. Certes, il s'agit de tenir en compte d'une extrême diversité géographique, ce qui rend difficile la datation et l'analyse cohérente de la décomposition du caciquisme et remet en question l'établissement d'une relation causale, directe ou indirecte, entre ces faits et l'introduction de la politique de masse dans l'Espagne de la Restauration.

Comme de nombreuses études le corroborent, la Catalogne s'inscrit donc pleinement dans la fiction du système politique en vigueur <sup>35</sup>. Là, le caciquisme revêtit des formes coercitives exercées autant par les industriels que par les propriétaires ruraux, exactement comme dans d'autres régions du pays socialement et économiquement moins développées. Même à Barcelone, les premières élections célébrées au suffrage universel après sa réintroduction en février 1891 n'impliquèrent aucun changement des moeurs politiques sinon l'inverse : la fraude y fut scandaleusement généralisée.

Il est donc difficile de préciser quand et comment les demandes sociales parvinrent à se formuler en projets politiques définis et défendus par des partis à vocation parlementaire ou de gouvernement. Si à Barcelone, la mobilisation des classes moyennes contre la politique fiscale du ministre Fernández Villaverde fut canalisée par un mouvement politique naissant qui se convertit ensuite en parti politique, la Lliga Regionalista, à Saragosse par contre, le mouvement des Chambres de Commerce présidé par Joaquín Costa et Basilio Paraiso n'eut finalement aucune traduction politique viable <sup>36</sup>. Pourquoi donc à Barcelone et pas à Saragosse? Pourquoi donc au tournant du siècle et pas avant?

A Barcelone, l'insatisfaction des classes bourgeoises fut relayée par la Lliga Regionalista qui formula un projet politique fondé sur l'affirmation nationaliste. Son discours privilégiait la cohésion collective et interclassiste contre un Etat considéré comme oppresseur et inefficace. Comme à Valence, les républicains encouragèrent la fermeture des commerces pour protester contre l'augmentation des impôts <sup>37</sup>. Reste à analyser si, hors de Barcelone, le catalanisme fut capable de vertébrer les intérêts sociaux et économiques des classes bourgeoises en un mouvement de protestation politique antidynastique clairement identifié ou bien s'il demeura la simple expression d'un mouvement de mécontentement, incapable d'intervention dans le domaine politique <sup>38</sup>.

L'état actuel des recherches nous permet d'avancer certains éléments de réponse pour déterminer un modèle possible de transition vers la modernité politique, entendue telle que nous l'avons vu plus haut, comme la rencontre de la politique de masses et le désir d'une politique plus authentique. Ce modèle correspondant à une étape de transition entre la politique clientéliste et la politique de masse, aurait une logique propre et se caractériserait par la maturation de certains éléments encore embryonnaires dans la vie politique urbaine du moment. Il exclurait toutefois les formes que revêtit le changement politique et social à Barcelone à cause de son caractère exceptionnel, caractérisé selon J.B. Culla par la rupture définitive du *turno* et par l'hégémonie de deux forces politiques, la Lliga Regionalista et le républicanisme commandé par Alejandro Lerroux. C'est ce modèle général qui donnera des signes d'épuisement lors de la crise de la Restauration et expliquera l'échec relatif des mécanismes démocratiques représentation politique.

Dans chacun des cas, l'examen de l'attitude des élites dominantes contribue à dessiner les lignes générales d'analyse de cette étape de transition. Tout au long de la période apparemment paisible qui va de 1875 à 1900, ces comportements furent étroitement liés aux expériences de classes et aux réponses élaborées face au bouleversement politique et social hérité du *Sexenio* révolutionnaire<sup>39</sup>. Si par exemple à Terrassa, un bloc de pouvoir se constitua, le *salisme*, dans d'autres villes, comme à la ville de Vilanova i la Geltrú, le député de la circonscription prit la tête d'une coalition antidynastique animée par les catholico-régionalistes. A Manresa, cela se passa de manière analogue, à la différence près que l'élite urbaine étaient partagée entre les catalanistes de la Lliga, les partis dynastiques et les républicains.

En dernier ressort, la diversité des expériences locales atteste qu'à cette époque, seule la Lliga Regionalista eut vocation à élaborer un projet politique commun à tout l'espace catalan. Au moins jusqu'aux années trente, la variété des cultures organisationnelles et l'intensité des traditions politiques et sociales expliquent la prédominance du facteur local au détriment de formes de nationalisation de la vie politique. Ceci permet de comprendre dans une certaine mesure l'hégémonie monarco-libérale dans la province de Lleida et la suprématie républicaine dans la province de Tarragone contre l'expansion de la Lliga.

## **5 - Les éléments du modèle de changement politique dans la ville de Manresa<sup>40</sup>**

### **Une représentation politique fondée sur le progrès du vote-vérité**

Le nouveau modèle politique se fonde sur l'accession à la vie publique officielle des partis authentiquement représentatifs des intérêts et des inquiétudes des citoyens. Il fut possible grâce à la conquête de l'espace politique local et à la prise en compte des besoins des citoyens. Véritables porte-parole des intérêts collectifs, les partis recoururent sans cesse à la politisation de la rue, à la presse et aux joutes électorales. Ces partis d'essence populaire s'efforcèrent de tisser des alliances politiques où les anciennes classes dominantes et les nouvelles, - du moins celles qui y aspiraient- , pèseraient de manière décisive dans le partage du pouvoir local.

Alors que jadis, surtout pendant le *Sexenio*, la mobilisation politique avait été épisodique ou intermittente, à partir de la décomposition du *turno* dynastique et du recul de la conception oligarchique de la politique, le débat citoyen, les élections compétitives et le triomphe des idéologies s'imposèrent. Les acteurs de cette mobilisation politique incessante, sorte d'avant-garde de la démocratie de masse, furent les oppositions antidynastiques régionaliste, républicaine et carliste. Cependant, il ne faut pas négliger l'effort que firent les anciens partis dynastiques pour s'adapter et développer des stratégies électorales dans un nouveau contexte politique qui, malgré la permanence du cadre légal, les excluait de facto.

En définitive, la grande nouveauté fut le progrès de la démocratie en dépit d'un système politique encore régi par les principes d'un libéralisme non démocratique. Dans le cas de Manresa, on peut voir comment les conservateurs et les libéraux, conscients du grand discrédit qui les touchait, se servirent des autres partis pour maintenir un certain degré de pouvoir. Ni la fin du *turno*, ni le recul de la politique oligarchique n'empêchèrent les relations clientélistes de se maintenir et de continuer à peser lourdement dans le contrôle du pouvoir local. Nous avons pas pu établir la comparaison entre les deux réseaux clientélistes observés, celui du régionaliste Leonci Soler i March, et celui du conservateur Lluís Vila i Miralles. Mais il est surprenant de constater qu'une partie des réseaux bénéficiaient du soutien de groupes et d'individus très similaires et que le revirement des fidélités n'était pas impossible quoique difficile. Sans quoi, on ne comprendrait pas pourquoi, lors des élections de 1910, Soler i March perdit si facilement le pouvoir contre les conservateurs.

Le poids des ecclésiastiques dans la société était naturellement bien plus important que celui des régionalistes. En effet, gagner la confiance des prêtres des villages devint une garantie de succès pour gagner l'élection. De même, les grands propriétaires de la région du Bages, sauf exceptions, avaient confiance dans la bienveillance de Soler i March. Par contre, une part importante des patrons des *colonies* industriels restaient attachés au parti conservateur, de même que la majorité des fabricants de textile. Enfin, Soler i March pouvait compter sur le concours des catalanistes de la Lliga Regional, du Casal Regionalista du canton du Bages d'obédience intégriste, des carlistes pour la plupart enrôlés dans la Jeunesse Carliste et des membres de la Jeunesse Catholique. Il avait enfin l'appui des paysans, d'une partie des commerçants et des artisans.

Somme toute, bien qu'il existât un vote-vérité au début de la Restauration, il se trouvait limité, principalement circonscrit aux zones urbaines où la falsification des registres électoraux n'était pas si facile et où la mobilisation politique avait fait des progrès notables. C'est pourquoi nous trouvons des votes émanant de vrais électeurs et non pas d'acolytes des différents groupements politiques mobilisés lors des élections municipales. Le contrôle des affaires locales fut par conséquent le lieu d'expérimentation d'une authentique représentation politique dans la dernière décennie du XIX<sup>e</sup> s., après que le suffrage universel masculin avait été rétabli.

### **L'importance des relations clientélistes dans la compétition électorale**

Une fois le *turno* renversé, nous constatons une sophistication des mécanismes électoraux et la consolidation du vote clientéliste sur la base des réseaux de contrôle social. Paradoxalement, le progrès du vote-vérité obligea les partis dynastiques à relever le défi en accroissant considérablement la corruption politique. Les nouvelles règles du jeu ne changeaient pas les bases légales et institutionnelles du système politique et les partis de masse participèrent à la corruption comme les autres partis tout en réclamant le respect du suffrage.

Cette réalité nous conduit à ne pas sous-estimer la force des conservateurs dans la société locale en mutation. Ils étaient peu nombreux mais très puissants et, plus que les autres, rompus à la politique des faveurs et des recommandations. Le leader indiscutable du conservatisme à Manresa, l'industriel Lluís Vila, avait acquis beaucoup d'expérience lors de la conquête d'un siège à Députation provinciale et il connaissait parfaitement les fonctionnements administratifs de dénonciation de la fraude électorale. C'est la raison pour laquelle il était capable de construire un réseau de clientèle aussi efficace que celle de Leonci Soler i March <sup>41</sup>. Il disposait dans chaque municipalité d'agents électoraux qui travaillaient pour lui et d'un ensemble de mouchards qui l'informaient du jeu politique. Il avait des capacités financières qui lui permettaient d'acheter certaines élections. Les factures conservées par Lluís Vila i Miralles pour les élections de 1916 s'élèvent à un total de 7. 914,25 ptas. Les affectations sont très diverses : rémunération des agents électoraux, dépenses notariales, subventions auprès d'électeurs fidèles, téléphone, banquets, etc.

Les élections de 1916 constituèrent un baromètre pour soupeser les forces respectives de la Lliga Regionalista et du parti conservateur. Il suffit de signaler ce qu'un commerçant en bois de la ville de Manresa, Leandre Vila, rappelait à son candidat dynastique, Vila i Miralles : cette fois, "les choses se présentent très serrées. Il faut ramasser toutes les miettes" <sup>42</sup>. L'examen de la correspondance que Vila i Miralles reçut pendant la campagne nous montre le type de soutien dont il bénéficie. Par exemple, les votes ouvriers du secteur textile furent conquis grâce aux républicains, notamment grâce au maire et avocat Maurici Fius i Palà auprès des électeurs de l'usine de Balsareny, près de Manresa. Il y eut aussi l'aide des directeurs d'usine de la *colonie* Palà de Torroella, de Castellbell et de Vilar.

En définitive, les conservateurs étaient passés maîtres dans l'art clientéliste. Mais les régionalistes n'étaient pas en reste. Lors des élections de 1916 se joua l'avenir politique de la circonscription et l'on soupesa les forces de chacun des candidats. Le résultat fut favorable au candidat régionaliste Josep Claret et les conservateurs perdirent, à les croire, de manière scandaleuse. Les preuves que Vila apporta au Tribunal Suprême qui statua sur la légalité des élections à Manresa sont très éloquentes : des témoins rapportèrent comment on avait acheté des voix pendant la campagne électorale. Ces faits montrent qu'il ne suffit pas d'évoquer les grandes promesses collectives et les principes idéologiques pour expliquer la mutation des sentiments religieux ou nationalistes : il faut également tenir compte de la composante clientéliste qui demeura un outil de mobilisation électorale jusqu'à la fin de la Restauration. En fait, la déroute de Vila s'explique en partie par la rétractation du vote républicain, malgré ses efforts pour mobiliser les réseaux clientélistes.

### **Les catholico-régionalistes rassemblent la droite manrésienne**

A la différence des catalanistes de la Lliga Regional, retirés de toute activité politique, les régionalistes catholiques s'engagèrent résolument dans la lutte électorale. Encadrés à la fin du siècle par la Bonne Presse telle que *La Llum* ou *La Veritat*, ils le firent grâce à la propagande et à l'« apostolat » journalistique. Ceci explique que la Lliga Regionalista tarde à s'implanter dans la ville en tant que parti structuré. A Manresa et sa région, c'est donc le camp de l'ordre composé des catholiques, des catalanistes, des carlistes, des

intégristes et des conservateurs déçus qui forma la base sociologique du soutien politique à Soler i March.

Ceci n'est pas surprenant car les catholiques et les carlistes eurent un rôle cristallisateur dans de nombreuses villes du nord de la péninsule telle Pamplune ou bien Vitoria <sup>43</sup>. En Catalogne, à Vic, Xavier Tornafoch a montré récemment que l'impulsion de la rénovation politique provint des catalanistes et des carlistes qui réussirent en 1889 à renverser les partis dynastiques <sup>44</sup>. A Manresa même, c'est Leonci Soler i March, le candidat du consensus, qui réussit finalement à créer un fief propre en s'appuyant sur les secteurs politiques de la nouvelle droite. Plus tard, il mit cette conquête au service des intérêts du catalanisme de la Lliga. Il faut noter que jamais un seul député n'avait réussi à conserver son siège plus de deux législatures. Briser l'hégémonie politique des partis dynastiques ne fut pas chose facile. Soler i March eut en quelque sorte la chance de pouvoir devenir le candidat du consensus aux élections de 1899 et de capitaliser à son profit le mécontentement des classes productives qu'exprimait le boycott des impôts.

Après l'inféodation de la circonscription électorale de Manresa aux mains de Soler i March, les élections législatives furent beaucoup plus difficiles pour les candidats ultérieurs. A la différence du XIX<sup>e</sup> siècle, les élections ne se gagnaient plus grâce à la falsification scandaleuse des registres électoraux, quoique cela continuât dans certains quartiers de la ville et surtout, dans les municipalités les plus apathiques de la circonscription. L'obtention de fidélités et de loyautés demandait beaucoup de prudence, de temps et d'argent et donc, une corruption bien plus sophistiquée. A partir de 1899, les députés aux Cortes devinrent par conséquent bien plus représentatifs des intérêts de la région car ils étaient davantage autonomes. Ils ne travaillaient plus seulement pour les pouvoirs factices exprimés lors des élections de nature purement oligarchique mais pour une société civile toujours plus complexe.

### **Les conservateurs dynastiques alliés aux républicains.**

Cependant, une fraction importante de l'élite dominante préféra garder sa confiance dans le candidat dynastique et conservateur, en s'alliant aux républicains locaux. Grâce à cette entente contre-nature, les conservateurs pactisaient avec une opposition réelle et mettaient en danger la prééminence des régionalistes et des carlistes dans le paysage

local. De fait, là où il y avait une forte présence ouvrière, les stratégies de reproduction du pouvoir local variaient en fonction du degré et des formes d'organisation du mouvement ouvrier. A Manresa, la classe prolétaire était fragmentée et pouvait difficilement conduire une défense unie de ses intérêts. Elle était organisée par des sociétés de métier et le secteur textile, le plus nombreux, était majoritairement dominé par les femmes.

La résistance des femmes en vue de satisfaire des revendications ouvrières ne fut pas nulle mais limitée. Lors des grandes vagues de grève des années 1890, ce sont elles qui soutinrent le mouvement et menèrent la résistance dont la durée s'explique notamment par les comités de solidarités qu'elles animèrent. En tous cas, il s'agit d'une résistance et d'une lutte anonyme. N'oublions pas non plus que leurs époux travaillaient dans les ateliers et les petites industries de la ville. Là, certains travailleurs jouissaient de meilleures conditions de travail grâce à une lutte métier par métier, où les patrons n'avaient pas autant de force que dans le secteur textile. Enfin, le secteur moteur de l'économie locale était le textile et les autres secteurs croissaient et se diversifiaient autour de lui. Ces faits impliquaient une soumission et une dépendance qui rendaient difficile le développement de stratégies de lutte ouvrière unitaire.

A Manresa comme dans d'autres villes catalanes, à Sabadell ou à Reus par exemple, le républicanisme était un courant politique qui jouissait d'une grande vitalité. Grâce au renouvellement de ses contenus doctrinaux et de son mode d'action politique, il fut le premier représentant des classes ouvrières et populaires et d'une partie importante des classes moyennes urbaines. Cette vigueur lui permit de constituer un front qui s'opposa systématiquement au vote d'ordre composé des conservateurs et des catholiques. La force du républicanisme provint de la cohésion imprimée par la main de fer de Maurici Fius i Palà qui sut unifier des courants très divisés depuis les années 1880. Le mouvement occupa l'espace politique qu'à Valence occupait le blasquisme, à Barcelone, le lerrouxisme et en d'autres lieux d'Espagne le PSOE, politiquement et syndicalement quasiment absent à Manresa.

L'absence d'une solution politique mésocratique et populaire susceptible d'agir comme une réelle force d'opposition, rendit à notre avis difficile l'avancée de la démocratie dans des villes comme Vic. Là, l'impulsion des secteurs catalaniste, carliste et naturellement

républicain, ne revêtit pas pour autant un caractère innovant. En effet, s'il est certain que le nouveau *turno* qui s'imposa à Barcelone entre les régionalistes et les républicains eut tendance à se reproduire tel quel à Manresa, ce ne fut pas la règle générale. A Vilanova i la Geltrú, les catholiques développèrent une activité politique tout à fait similaire à celle de Manresa mais ils furent capables de donner naissance à une droite moderne qu'on appela à l'époque le « vilanovisme » politique. Mais à la différence de Manresa, les républicains de Vilanova ou de Vic ne parvinrent pas à imposer une alternative crédible.

A Manresa, le républicanisme constitua une solution réelle de rechange par la conduite énergique de Maurici Fius i Palà. Il suffit d'indiquer que ce dernier, guidé par un remarquable sens politique, acquit sa première charge publique de conseiller municipal en 1897 en tirant profit d'une alliance avec les conservateurs planistes, en particulier avec l'industriel Lluís Vila i Miralles, un membre influent de la commission provinciale<sup>45</sup>. Quand au cours des années 1890, les conservateurs perdirent en influence, cela ne lui porta pas préjudice. L'ascension de Fius coïncida avec la décadence du groupe de Fusion Républicaine dirigé par Francesc Llatjos et Emili Junoy, maîtres sans égal de la politique caciquiste depuis les rangs de l'opposition dynastique.

### **Le surgissement d'un nouveau type de clientélisme lié aux partis politiques modernes et à la politique de masses**

Au cours de cette étape de changement politique, non seulement la composante clientéliste subsista mais en outre, elle changea de nature. Paradoxalement, il ne s'agissait plus seulement de convertir au système clientéliste les notables du *turno* mais aussi d'y convier les masses organisées en associations défendant leurs propres intérêts. Ainsi, il émergea un nouveau type de clientélisme qui non seulement devait satisfaire les tenants du pouvoir social tels que les propriétaires ruraux, les fabricants ou les ecclésiastiques, mais aussi devait coordonner les intérêts de la classe ouvrière, des petits industriels, des boutiquiers, des paysans, des employés du commerce et de l'industrie, des fonctionnaires, etc..

En effet, l'élargissement du suffrage universel révéla les demandes de ces secteurs. Si le caciquisme voulait survivre, il devait tenir compte de ces exigences et les convertir en un produit d'échange clientéliste. Si la logique de stabilité du clientélisme des sociétés

paysannes traditionnelles était subvertie, elle acquérait à présent une valeur marchande, sujette à la fugacité de l'échange et du marché. Les règles du système politique se maintinrent de manière inaltérable et continuèrent à régir la société qui changeait du tout au tout, parce que plus organisée, plus complexe, c'est-à-dire plus émancipée d'un point de vue politique.

De même, le nouveau clientélisme accompagnait un processus timide de démocratisation qui ouvrait lentement la voie à l'intégration des classes moyennes et des secteurs populaires dans une politique de masse encore très embryonnaire. L'intégration ne put cependant réussir pour de multiples raisons: la faible participation que nous observons à la fin de l'époque étudiée, le scepticisme de l'opinion publique, le fonctionnement oligarchique des partis politiques locaux, le contexte général d'aggravation de la crise sociale et politique. Ces éléments constituèrent autant de symptômes d'un épuisement du processus de démocratisation.

Finalement, il faut souligner que le manque de consolidation du processus de politisation n'invalide pas les grandes avancées produites lors de cette étape de transition. Sans quoi, nous ne pourrions pas comprendre l'irruption des grands partis de la Seconde République, leurs succès électoraux, et les facteurs de politisation pendant les années 1930.

## **5- Epilogue.**

Survenu au beau milieu d'une crise politique et sociale, le coup d'Etat de Primo de Rivera imposa une solution autoritaire et bloqua un réalignement des forces politiques qui annonçait déjà le système de partis de la Seconde République. Il est certain que la politique de masse ne fut pas à l'oeuvre tel que nous l'entendons aujourd'hui. Il n'en est pas moins vrai qu'il se produisit pendant les deux premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle un processus irréversible de changement politique qui conduisit au début des années trente, à l'établissement d'une démocratie républicaine inexpérimentée et flanquée d'une série de problèmes politiques et civiques qu'elle ne sut ou ne put résoudre ni déjouer.

Bien que les élites dirigeantes n'aient jamais exprimé clairement une opinion favorable à la démocratisation politique, certaines transformations eurent lieu simplement parce que la société changeait et avec elle, les formes d'exercice du pouvoir, les manières de faire de la politique et les canaux de la représentation.

Il nous semble disproportionné et peu réaliste d'attribuer toute la responsabilité de la crise à des élites qui avaient patrimonialisé l'Etat et qui, pour cette raison même, ne souhaitaient pas introduire une réforme susceptible de remettre en cause leur hégémonie. Le projet politique de Cánovas del Castillo n'avait jamais envisagé la possibilité de l'évolution démocratique du régime, éminemment libéral. La réintroduction du suffrage universel obéit à une aspiration ancienne des secteurs les plus libéraux, sans que cette récupération impliquât une plus grande chance d'expression et de représentation politique pour les oppositions. Elle ne constitua donc pas la panacée de la démocratisation.

L'action des partis situés en marge du système ne fut pas non plus un exemple stimulant pour régénérer le régime. Les règles du jeu qui favorisaient la politique clientéliste ne cessèrent de s'adapter, de se consolider et de gagner du terrain en profitant des quelques failles du système et surtout de sa décomposition. Mais pouvait-on en attendre davantage? Ces partis d'opposition furent les porte-voix d'une société qui progressivement, affirmait ses propres intérêts et devenait plurielle. En même temps, ils se consolidèrent puissamment dans des circonscriptions où les partis dynastiques avaient déjà perdu le contrôle politique depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle. Tel fut le cas à Manresa.

---

<sup>1</sup> Il est inspiré d'une thèse de Doctorat soutenue en 2003 à l'Ecole des Hautes Études en Sciences Sociales de Paris en association avec l' Université Autonome de Barcelone, *El món de la política en la Catalunya urbana de la Restauració. El cas d'una ciutat industrial. Manresa, 1875-1923. El caciquisme i el despertar de la societat de masses. Manresa, 1875-1904* (2005) et *Els catalans i la política en temps del caciquisme. Manresa, 1875-1923* (2006). Le tribunal qui a jugé cet Thèse était composée par Bernard Vincent (EHESS), Manuel Marin (Université du Havre), Michel Ralle (Université Paris IV-La Sorbonne), Teresa Carnero (Université de Valencia), Pedro Carasa (Université de Valladolid) et Isidre Molas (Université Autonome de Barcelona) , et a obtenu la qualification de Très Honorable avec félicitations.

<sup>2</sup> José Varela Ortega, "De los orígenes de la democracia en España, 1845-1923" in Salvador Forner (coord.), *Democracia, elecciones y modernización en Europa. Siglos XIX y XX*, Madrid, Cátedra/Instituto de Cultura Juan Gil-Albert, 1997, pp. 129-201; "Orígenes y desarrollo de la democracia: algunas reflexiones comparativas" in Teresa Carnero (ed.), *El reinado de Alfonso XIII, Ayer* n° 28, Madrid, Marcial Pons, 1997, pp. 29-60; et "Elecciones y democracia en España: una reflexión comparativa" in

---

José Varela Ortega, Luis Medina Peña, *Elecciones, alternancia y democracia. España-México, una reflexión comparativa*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2000, pp. 90 sq.

<sup>3</sup> Manuel Suárez Cortina, "La Restauración (1875-1900) y el fin del imperio colonial (1875-1900). Un balance historiográfico" in Manuel Suárez (ed.), *La Restauración, entre el liberalismo y la democracia*, Madrid, Alianza Universidad, 1997, p. 37. Les chapitres de Pedro Carasa Soto et Pere Gabriel in Angel Bahamonde (coord.), *Historia de España Siglo XX. 1875-1939*, Madrid, Cátedra, 2000. Voir ainsi, Carlos Dardé Morales, *La aceptación del adversario. Política y políticos de la Restauración, 1875-1900*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2003; Rosa Ana Gutiérrez, Rafael Zurita, Renato Camurri (eds.), *Elecciones y cultura política en España e Italia (1890-1923)*, València, Universitat de València, 2003.

<sup>4</sup> Mercedes Cabrera; Miguel Martorell, "El parlamento en el orden constitucional de la Restauración" in Mercedes Cabrera (dir.), *Con luz y taquígrafos. El Parlamento en la Restauración (1913-1923)*, Madrid, Taurus, 1998, pp. 23-64.

<sup>5</sup> Pedro Carasa, "La Restauración monárquica" in Angel Bahamonde (coord.), *Historia de España Siglo XX...*, op. cit., p. 132.

<sup>6</sup> *Ibidem*, p. 33.

<sup>7</sup> José Varela Ortega, "Elecciones, alternancia y democracia", ... op. cit.

<sup>8</sup> Arturo Fernández Domínguez: *Leyes electorales españolas de diputados a Cortes en el siglo XIX. Estudio histórico y jurídico-político*, Madrid, Editorial Civitas, 1992, pp. 172-204.

<sup>9</sup> Sur le *gerrymandering*, Josep M. Vallès et Agustí Bosch, *Sistemas electorales y gobierno representativo*, Barcelona, Ariel, 1997. Aussi, M. Antonia Peña Guerrero, "El papel político de las divisiones electorales: la práctica del gerrymandering en la provincia de Huelva" in Salvador Forner (coord.), *Democracia, elecciones y modernización en Europa: Siglos XIX y XX*, Madrid: Cátedra/Instituto Gil Albert, 1997, pp. 465-486.

<sup>10</sup> Sur le suffrage universel en Espagne, Javier Tusell (ed.), "Sufragio Universal" *Ayer*, n°3, Madrid, 1991, et spécialement J. Tusell.: "El sufragio universal en España (1891-1936): un balance historiográfico", pp.13-63; A. Yanini: "La manipulación electoral en España: sufragio universal y participación ciudadana (1891-1923)", pp. 99-115. Pour le rétablissement du suffrage universel dans la ville de Barcelona : Àngels Civera, "El impacto de la reinstauración del sufragio universal (1890) en las elecciones legislativas de Barcelona" in *Congrés Internacional d'Història Catalunya i la Restauració, 1875-1923. Actes*, Manresa, Centre d'Estudis del Bages, 1992, pp. 39-42.

<sup>11</sup> Carlos Dardé Morales, "El sufragio universal en España: causas y efectos" in *Anales de la Universidad de Alicante. Historia Contemporánea*, n° 7, 1989-1990, pp. 85-100.

<sup>12</sup> Javier Tusell, "Para la Sociología política de la España Contemporánea: el impacto de la Ley de 1907 en el comportamiento electoral", *Hispania*, vol. XXX, n° 116, 1970, pp. 571 sq.

<sup>13</sup> Albert Balcells, Joan B. Culla, Conxita Mir, *Les eleccions generals a Catalunya, 1901-1923*, Barcelona, Publicacions de la Fundació Jaume Bofill, *Estudis Electorals*/4, 1982, p. 21.

<sup>14</sup> José Varela Ortega, "Elecciones, alternancia y democracia", op. cit., p. 61.

<sup>15</sup> Un essai de définition du concept de caciquisme in *Revista de Occidente*, n° 127, Octobre 1973. Voir aussi les synthèses bibliographiques suivantes: Alicia Yanini Montes, "La Restauración monárquica y el caciquismo. Revisión bibliográfica", *Estudis d'Història Contemporània del País Valencià*, n° 1, València, 1979, pp. 293-312; Aurora Garrido Martín, "Historiografía sobre el caciquismo: Balance y perspectivas", *Hispania*, n° 176, 1990, pp.1349-1360; Rafael Zurita, "La natura del potere politico nella Spagna della restaurazione (1875-1902): un bilancio storiografico", *Quaderni Storici*, n° 87, Dicembre 1994, pp. 805-827. Très intéressants également les articles de Gabriele Ranzato, "Natura e funzionamento di un sistema pseudo-rappresentativo: la Spagna "liberaldemocratica" (1875-1923)", *Annali della Fondazione Lelio e Lisli Basso-Issoco*, n° 9, 1987-1988; Alicia Yanini, "Funcionamiento del sistema político y estructura del poder rural en la sociedad española de la Restauración, 1874-1902" in *Anales de la Universidad de Alicante. Historia Contemporánea*, n° 7 (1989-1990), pp. 25-36. Voir aussi l'ouvrage de Salvador Cruz Artacho, *Caciques y campesinos. Poder político, modernización agraria y conflictividad rural en Granada, 1890-1923*, Córdoba, Ediciones Libertarias, 1994, qui offre des nouveautés méthodologiques très intéressantes. Finalement remarquer les observations de Javier Moreno Luzón, "Sobre críticas, conceptos y cambios. A vueltas con el caciquismo de la Restauración española (1875-1923)" in Javier Alvarado (coord.), *Poder, economía, clientelismo*, Madrid, Marcial Pons, 1997, pp. 281-300.

<sup>16</sup> Javier Moreno Luzón, "El clientelismo político: historia de un concepto multidisciplinar", *Revista de Estudios Políticos*, n° 105, 1999, p. 95.

<sup>17</sup> Joaquín Costa, *Oligarquía y Caciquismo como forma actual de gobierno en España: urgencia y modo de cambiarla*, Madrid, Biblioteca Nueva, 1998 (édition originale de 1901).

---

<sup>18</sup> Chantal Mouffe, *El retorno de lo político. Comunidad, ciudadanía, pluralismo, democracia radical*, Barcelona, Ediciones Paidós Ibérica, 1999, pp. 190 sq.

<sup>19</sup> Manel Martí, "Les famílies del poder i els partits oligàrquics" in *Història. Política, societat i cultura dels Països Catalans*, Barcelona, Fundació Enciclopèdia Catalana, vol. 7, *La consolidació del món burgès, 1860-1900*, 1996, p. 83.

<sup>20</sup> Javier Moreno Luzón, *Romanones. Caciquismo y política liberal*, Madrid, Alianza Editorial, 1998, pp. 446 et suiv.

<sup>21</sup> Cf. María Antonia Peña Guerrero, *Clientelismo político y poderes periféricos durante la Restauración. Huelva, 1874-1923*, Huelva, Universidad de Huelva, 1998; María Sierra Alonso, *La política del pacto. El sistema político de la Restauración a través del Partido Conservador sevillano (1874-1923)*, Sevilla, Diputación Provincial de Sevilla, 1996; et, Rafael Zurita Aldeguer, *Notables políticos y clientes. La política conservadora en Alicante, 1875-1898*, Alicante, Generalitat Valenciana-Diputación Provincial de Alicante, 1996.

<sup>22</sup> María Sierra, *La política del pacto. El sistema de la Restauración a través del partido conservador sevillano (1874-1923)*, op. cit., p. 89.

<sup>23</sup> Raffaele Romanelli, "Sistemas electorales y estructuras sociales. El siglo XIX europeo" in Salvador Forner (coord.), *Democracia, elecciones y modernización en Europa. Siglos XIX y XX*, Madrid, Cátedra, 1997, p. 23.

<sup>24</sup> Salvador Forner et alii, "Modernización social y comportamiento electoral urbano en España, 1910-1923" in Salvador Forner, *Democracia, Elecciones y Modernización en Europa. Siglos XIX y XX*, op. cit., pp. 241-294.

<sup>25</sup> Teresa Carnero, "Democratización limitada y deterioro político en España, 1874-1930" a Salvador Forner (coord.), *Democracia, elecciones y modernización en Europa. Siglos XIX y XX*, op. cit., pp. 203-239.

<sup>26</sup> Mercedes Cabrera; Miguel Martorell, "El parlamento en el orden constitucional de la Restauración", op. cit, p. 63.

<sup>27</sup> Mercedes Cabrera, "Conservadores y mauristas en la crisis de la Restauración". Conférence présentée au séminaire "El conservadurismo liberal en España: una reflexión histórica", célébré à l'Université Menéndez y Pelayo de Santander, entre les 19 et 23 août 1996.

<sup>28</sup> Borja de Riquer, "Formes i instruments de poder a la Catalunya del segle XIX" in *Iles. Jornades de debat. El poder de l'Estat: evolució, força o raó*, Reus, Edicions del Centre de Lectura, 1993, pp. 135-152.

<sup>29</sup> Cf. Manuel Tuñón de Lara, "La burguesía y el bloque de poder oligárquico: 1875-1914" in *Estudios sobre el siglo XIX español*, Madrid: Siglo XXI, 1972, pp. 151-238, et *Historia y realidad del poder. El poder y las élites en el primer tercio del siglo XX*, Madrid, Edicusa, 1975.

<sup>30</sup> Borja de Riquer "Consideraciones sobre la historiografía política de la Restauración" in José Luis de la Granja; Ramir Reig Tapia, Ramon Miralles (comp.), *Tuñón de Lara y la historiografía española*, Madrid, Siglo XXI, 1999, pp. 123-142.

<sup>31</sup> Le "Tancament de Caixes" fut un mouvement de contestation contre la politique gouvernementale d'augmentation des impôts du ministre Fernández Villaverde en 1899. En Catalogne, les commerces fermèrent et les contribuant firent la grève de l'impôt. La protestation se traduisit par un rejet du système politique de la Restauration et du caciquisme. La critique des intellectuels catalans au système politique in Giovanni C. Cattini, *La modernització del liberalisme en el sud europeu a finals del segle XIX. "La España Regional" i la politització del discurs regeneracionista*, Barcelona, Universitat de Barcelona, 2006 (Thèse de Doctorat).

<sup>32</sup> Aurora Garrido Martín, *Cantabria 1902-1923: Elecciones y Partidos políticos*, Santander, Universidad de Cantabria, 1990, p.18.

<sup>33</sup> Manuel Martí, *L'Ajuntament de Castelló de la Plana (1875-1891). Del triomf de la Restauració a l'ascens de la nova política*, Castelló, Ajuntament de Castelló de la Plana/Diputació provincial de Castelló, 1989, p.232.

<sup>34</sup> Teresa Peláez Huertas, "El caciquismo electoral en Granada a principios del siglo XX (1900-1907)", *Anuario de Historia Contemporánea*, Universidad de Granada, 13/1986, 1990, pp.223-243.

<sup>35</sup> Gabriele Ranzato "El caciquisme a Catalunya: una hipòtesi interpretativa" dins *Debats*, nº 19, 1987, op. cit., pp.17-20. Borja de Riquer, "Burguesos, polítics i cacics a la Catalunya de la Restauració" in *L'Avenç*, nº 85, setembre 1985, pp.16-33; et Conxita Mir (coord.), *Actituds socials i control polític a la Catalunya de la Restauració, (1875-1923)*, Lleida, Estudi General de Lleida/Ed. Virgili i Pagès, 1989.

---

<sup>36</sup> Borja de Riquer "Les burgesies i el poder a l'Espanya de la Restauració (1875-1900)" in *Recerques, Història de la burgesia: revisió i noves visions*, n° 28, Barcelona 1994, pp. 43-58.

<sup>37</sup> Ramir Reig, *Blasquistas y clericales. La lucha por la ciudad en la Valencia de 1900*, València: Institució Alfons el Magnànim, 1986.

<sup>38</sup> Maria Jesús Muiños Villaverde, *Ideologia i societat durant la Restauració: la precària configuració d'un ventall polític a Tarragona (1890-1914)*, Thèse de Doctorat, Universitat de Barcelona, 1991; et, *Les actituds de l'elit civil tarragonina durant la Restarució (1890-1914). Cohesió interna, dependència externa*, Tarragona, Arola Editors, 2003.

<sup>39</sup> Manuel Martí, "Elogi de la discontinuïtat. El poder polític local entre els segles XIX i XX" in *Formes i relacions del poder local a l'època contemporània*, Barcelona, L'Avenç, 1995, pp. 271-283.

<sup>40</sup> Manresa était en 1897 la quatrième ville de Catalogne quant à population et à l'importance économique (foyer de l'industrialisation textile), après Barcelone, Tarragone et Reus..

<sup>41</sup> L'analyse des réseaux sociaux in *Política y sociedad*, n° 33, (Janvier-Mai, 2000), pp. 11-206 ; José Luis Molina, *El análisis de redes sociales. Una introducción*, Barcelona, Edicions Bellaterra, 2001.

<sup>42</sup> Lettre de Leandre Victori à Lluís Vila, du 27 de mars de 1916 (Archive Historique de Manresa).

<sup>43</sup> María del Mar Larraza, "Estudio de las bases sociales de los partidos políticos en Pamplona, 1890-1923" in Salvador Forner (coord.), *Democracia, elecciones y modernización en Europa. Siglos XIX y XX*, op. cit., pp. 347-378; José Varela Ortega (dir), *El poder de la influencia. Geografía del caciquismo en España (1875-1923)*, op. cit., pp. 433-453. Antonio Rivera, *La ciudad levítica. Continuidad y cambio en una ciudad del interior (Vitoria, 1876-1936)*, Alaba, Diputación Foral de Álaba, 1992.

<sup>44</sup> Xavier Tornafoch, *Catalanisme, carlisme i republicanisme a Vic (1899-1909)*, Barcelona, Pub. de l'Abadia de Montserrat, 2002; *Del caciquisme a la democràcia. Política i eleccions a Vic (1900-1931)*, Vic, Eumo Editorial, 2006.

<sup>45</sup> Les "planistes" soutenaient le cacique conservateur de la province de Barcelona, Manuel Planas Casals.